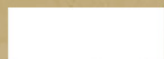


BURKINA FASO

ENTRE ESPOIRS RÉVOLUTIONNAIRES

ET RÉALITÉS POLITIQUES



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

Entretien avec

NAMTANDI COMBARI

BURKINA FASO : ENTRE ESPOIRS RÉVOLUTIONNAIRES ET RÉALITÉS POLITIQUES

ENTRETIEN AVEC NAMTANDI COMBARI





IMPRINT

Published by the Rosa-Luxemburg-Stiftung West Africa Regional Office
Cover & Editorial design : Yessine Ouerghemmi

This publication or parts of it can be used by others for free as long as they provide a proper reference to the original publication. The content of this publication does not necessarily reflect the official opinion of the Rosa-Luxemburg-Stiftung. Responsibility for the information and views expressed therein lies with the authors.



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

WEST AFRICA OFFICE

Cet entretien a été réalisé avec un acteur de la société civile burkinabè, dont le nom a été modifié afin de protéger son identité.

Ibrahim Traoré semble bénéficier d'un soutien populaire considérable, notamment auprès des jeunes. Comment évaluez-vous aujourd'hui l'ampleur de ce soutien et comment a-t-il évolué depuis son arrivée au pouvoir ?

Il est indéniable qu'Ibrahim Traoré jouissait d'une immense popularité lorsqu'il est arrivé au pouvoir. Il faut replacer cet engouement dans son contexte historique. Les deux régimes précédents, ceux de Roch Marc Christian Kaboré et de Paul-Henri Sandaogo Damiba, avaient donné l'image d'un État affaibli, notamment face aux groupes terroristes. Cela avait profondément blessé la fierté nationale. La jeunesse de Traoré et son discours politique lui ont permis de rallier un large soutien. Mais, comme il l'avait lui-même reconnu au début de son mandat, sa réussite dépendrait en définitive de résultats concrets, tant sur le plan de la sécurité que des conditions de vie. Or, pour beaucoup, le quotidien est devenu de plus en plus difficile. Il est compliqué de mesurer l'ampleur de son soutien actuel, d'autant que l'espace du débat public s'est considérablement réduit. À mon sens, même les services de l'État ne sont plus autorisés à publier certaines statistiques, notamment celles relatives aux déplacements de population. Le gouvernement est devenu pratiquement la seule source d'information officielle, alors que la population perçoit de plus en plus un décalage entre les déclarations des autorités et ce qu'elle vit au quotidien. Je pense que cette évolution isole progressivement le pouvoir, qui répond de plus en plus souvent à la contestation par la répression. Les jeunes continuent d'espérer un avenir meilleur pour leur pays, mais il ne faut pas confondre cet espoir avec un soutien au gouvernement. Au sein des populations les plus modestes, particulièrement en zone rurale, la dégradation des conditions de vie et la persistance des violences semblent avoir entamé la popularité dont Traoré bénéficiait à son arrivée au pouvoir.

Le gouvernement affirme vouloir former un « nouveau type de Burkinabè ». Que recouvre cette vision et quel rôle y joue le programme obligatoire d'immersion patriotique, auquel ont participé environ 65 000 jeunes en 2026 ?

Il faut d'abord préciser que les autorités ne parlent plus de « révolution démocratique et populaire », mais de « révolution progressiste et po-

pulaire ». Cette distinction est importante. Quant aux valeurs censées définir ce nouveau citoyen, elles n'ont pas, à mon sens, été clairement formulées. On peut trouver quelques indications dans les textes officiels et les manifestes des autorités. Mais ce que j'observe surtout, c'est une conception de plus en plus militarisée de la citoyenneté, dans laquelle le soldat devient le modèle à suivre. Journalistes, acteurs culturels, enseignants nouvellement recrutés, étudiants et nouveaux bacheliers sont appelés à participer à des périodes d'« immersion patriotique » dans des camps militaires. Ces programmes associent exercices militaires, instruction civique, cours d'histoire et familiarisation avec les codes et les pratiques de l'armée. Ils constituent, à mes yeux, l'une des expressions les plus nettes de cette conception de la citoyenneté. Il faudrait examiner précisément leur contenu pour déterminer quelles valeurs y sont réellement transmises. Mais je pense aussi qu'ils poursuivent un objectif politique : amener les jeunes à adhérer à la vision du président et consolider une base de soutien au gouvernement. À mon avis, on ne peut pas inculquer le patriotisme en un mois s'il n'a pas déjà été cultivé par l'éducation familiale et scolaire. En revanche, ces programmes peuvent susciter une admiration pour l'institution militaire et, par extension, pour un chef de l'État qui est lui-même un soldat.

Le Fonds de soutien patriotique avait mobilisé plus de 250 milliards de francs CFA en septembre 2026, notamment pour l'effort de guerre et les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Comment évaluez-vous la mobilisation, l'utilisation et les résultats de ces ressources ?

Il faut distinguer deux étapes. Au départ, de nombreux Burkinabè soutenaient l'idée d'une mobilisation citoyenne destinée à donner au gouvernement les moyens de lutter contre le terrorisme. Aujourd'hui, cependant, une part importante du Fonds de soutien patriotique provient de contributions qui ne sont pas volontaires, notamment de taxes sur certains produits et de prélèvements obligatoires sur les salaires. Il est donc difficile d'interpréter ces contributions comme un indicateur du soutien populaire. La question centrale est celle de la transparence. À ma connaissance, il n'existe aucun mécanisme de contrôle permettant à la population de vérifier de manière indépendante et précise l'utilisa-

tion de ces ressources. Les autorités gèrent le fonds et rendent compte de son utilisation. En définitive, ce fonds devrait être évalué à partir de résultats concrets : le retour des personnes déplacées dans leurs localités, la reprise des activités économiques, le rétablissement de l'administration publique et l'amélioration de la sécurité, plutôt qu'à partir des seules déclarations officielles. Les autorités affirment avoir repris le contrôle d'une grande partie du territoire ; un chiffre d'environ 74,53 % a été avancé. Mais pour ceux qui connaissent la réalité des zones rurales, la situation est bien différente. Les attaques se poursuivent, des populations restent déplacées et certaines localités demeurent en proie à l'insécurité malgré la présence de forces militaires. Je pense notamment aux alertes lancées par des communautés vivant dans des zones où des militaires sont déployés, ainsi qu'aux manifestations dans l'est du pays, notamment autour de Mani en septembre, où des habitants réclamaient une protection contre la poursuite des attaques. Comme les informations provenant des zones touchées sont souvent difficiles d'accès, beaucoup d'habitants des centres urbains ignorent l'ampleur de l'insécurité. À mon sens, les progrès réalisés jusqu'à présent en matière de sécurité ne sont pas à la hauteur des ressources mobilisées.

Comment les relations entre le gouvernement d'Ibrahim Traoré et la société civile burkinabè ont-elles évolué ? Comment expliquer l'attitude restrictive des autorités à l'égard des voix critiques ?

La société civile burkinabè est très diverse et possède une longue tradition de regard critique sur le pouvoir, bien avant l'arrivée d'Ibrahim Traoré. Au début de la transition, celui-ci a bénéficié de la mobilisation de petits groupes, parfois informels. Sa jeunesse et les rapprochements établis avec Thomas Sankara ont également contribué à susciter un soutien initial. Les relations se sont tendues à mesure que des débats politiques de fond ont émergé. Certaines organisations de la société civile ont pris leurs distances avec les autorités, tandis que les critiques adressées au gouvernement étaient de plus en plus présentées comme un soutien aux intérêts impérialistes. Cette évolution s'est accompagnée de mesures visant les partis politiques et les associations. À mon avis, les organisations qui expriment publiquement leur désaccord s'exposent aujourd'hui à un risque bien réel de sanctions ou de

répression. Même celles qui ne prennent pas explicitement position sur le plan politique rencontrent des difficultés. Certaines ont renouvelé leurs instances dirigeantes, mais ont dû attendre des mois pour obtenir les documents administratifs nécessaires à leur reconnaissance officielle. Leur fonctionnement quotidien en pâtit également. Au nom de la surveillance des organisations soupçonnées de servir des intérêts étrangers, les autorités leur imposent un dispositif bancaire contrôlé par l'État. Cela peut retarder de plusieurs mois l'accès aux financements et compliquer la mise en œuvre de leurs activités. Le contrôle administratif et financier est ainsi devenu un moyen supplémentaire de restreindre leur marge de manœuvre, et je crains que les relations ne se dégradent davantage. Les organisations qui souhaitent conserver une voix critique risquent d'en subir les conséquences, tandis que d'autres préfèrent se taire pour pouvoir continuer à travailler sur le terrain. Pourtant, face aux défis sociaux et sécuritaires du pays, les voix indépendantes sont d'autant plus indispensables. Cette logique s'étend également à l'espace numérique. Alors que les voix critiques font l'objet d'une surveillance et d'un contrôle, des réseaux d'influenceurs relaient des récits favorables aux autorités, parfois sans grand souci de leur exactitude. Le problème dépasse la désinformation : il s'agit de construire un récit dans lequel le soutien au gouvernement devient un critère de vérité. Dans ces conditions, il est de plus en plus difficile de faire circuler des informations indépendantes sur la situation réelle du pays.

Le gouvernement actuel se présente comme une rupture avec l'ordre politique précédent. Comment un projet révolutionnaire peut-il éviter de reproduire des pratiques autoritaires et garantir un espace à la contestation et au contrôle citoyen de l'action publique ?

À mon sens, la dissolution des partis politiques et les menaces visant les associations révèlent une contradiction fondamentale : un gouvernement qui se dit révolutionnaire semble refuser que ses promesses soient confrontées à la réalité. Si rompre avec le passé signifie mettre fin au pouvoir d'une petite élite, il faudrait commencer par donner davantage la parole à la population. Or, je ne constate aucune remise en cause fondamentale de l'influence des élites politiques, militaires et économiques. Dans le même temps, les travailleurs faiblement rémunérés, les fonctionnaires, les personnes sans emploi et les citoyens qui réclament des changements peinent de plus en plus à exprimer leurs critiques. Pour

de nombreuses organisations burkinabè, une véritable rupture avec le passé ne saurait se limiter au départ des troupes françaises ou à un changement de partenaires militaires. Elle suppose aussi de remettre en cause les dépendances économiques existantes, notamment à l'égard du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Pourtant, je vois peu d'indices d'un changement fondamental à cet égard. Remplacer une influence étrangère par une autre ne suffit pas à mener une politique anti-impérialiste. L'histoire des luttes politiques au Burkina Faso et l'héritage de Thomas Sankara donnent à l'idée de révolution une importance particulière, peut-être plus encore qu'au Mali ou au Niger. Mais les ambitions révolutionnaires doivent être jugées à l'aune de leurs résultats concrets. Une véritable révolution doit convaincre plutôt qu'imposer. Elle suppose un programme politique clair, élaboré dans le débat avec la population, qui explique ce qu'il faut changer, par quels moyens et dans quels délais. Les citoyens doivent également pouvoir remettre en question les décisions prises et en évaluer les conséquences. L'écart entre les promesses politiques et les réalités de l'exercice du pouvoir n'est pas propre au Burkina Faso. Même les mouvements qui arrivent au pouvoir par les urnes sont confrontés à cette difficulté. Au Sénégal, par exemple, les attentes suscitées par le PASTEF montrent comment des contradictions peuvent apparaître une fois un mouvement au pouvoir. Lorsque les citoyens ne perçoivent guère de différences concrètes entre les programmes politiques, même la distinction entre gouvernements élus et régimes militaires peut perdre de son sens à leurs yeux. Au Burkina Faso, les militaires ont pris le pouvoir sans avoir au préalable présenté et débattu d'un programme politique avec la population. Les politiques ont donc dû être élaborées au fur et à mesure. Le contrôle citoyen n'en est que plus important : sans la liberté de dire ce qui fonctionne et ce qui échoue, comment la population peut-elle demander des comptes aux dirigeants ?

Le gouvernement se réclame de l'héritage révolutionnaire de Thomas Sankara. Quelles continuités voyez-vous avec sa vision et quelles sont, selon vous, les différences ?

Contrairement à beaucoup de mes camarades, je vois bien des continuités entre Sankara et Traoré, y compris sur des aspects moins flatteurs : le rôle central de l'armée, une certaine part de tâtonnement dans l'élaboration des politiques et certaines pratiques répressives. Les témoi-

gnages de militants qui critiquaient Sankara à l'époque nous rappellent qu'il ne faut pas idéaliser sa période au pouvoir. Il existe néanmoins une différence importante dans la place accordée au débat politique. Sous Sankara, malgré les tensions politiques et la répression, des débats avaient encore lieu au sein des milieux révolutionnaires. Des organisations et des partis de gauche, notamment marxistes, participaient à la vie politique et aux débats idéologiques. Je ne retrouve pas aujourd'hui un espace comparable de débat politique. Le paysage politique a lui aussi beaucoup changé. Depuis les années 1990, une partie de la gauche organisée s'est affaiblie, tandis que certains militants se sont tournés vers la politique électorale. Traoré est donc arrivé au pouvoir dans un contexte très différent de celui dans lequel évoluait Sankara dans les années 1980. Parallèlement, la société burkinabè est devenue plus exigeante sur le plan politique. Depuis la fin des années 1990, le pays a connu des vagues successives de mobilisation populaire, qui ont culminé avec l'insurrection de 2014 et les luttes qui ont suivi. Ces expériences ont renforcé la volonté des citoyens d'interpeller les dirigeants et de remettre en question les relations du pays avec les puissances étrangères. Les idées de souveraineté et de révolution se sont ainsi profondément ancrées dans la conscience politique. À mon sens, cela contribue aussi à expliquer pourquoi le gouvernement de Traoré cherche à se présenter comme révolutionnaire. Comparer Sankara et Traoré exige donc de prendre en compte non seulement leurs discours et leurs méthodes, mais aussi leurs contextes historiques et les effets réels de leurs politiques sur la société.

Au-delà du contrôle national des ressources, que signifierait une véritable souveraineté économique pour le Burkina Faso ?

Cette question concerne non seulement le Burkina Faso, mais aussi le Mali, le Niger, la Côte d'Ivoire et, plus largement, l'Afrique de l'Ouest. Nos économies sont largement tournées vers l'extérieur. Leurs structures sont organisées au service d'intérêts qui ont peu à voir avec les besoins et les priorités de leurs propres populations. Les chiffres de la croissance économique peuvent paraître impressionnants, mais lorsqu'on examine le quotidien des gens ordinaires, qu'il s'agisse des travailleurs, des enseignants ou du personnel infirmier, peu de choses

ont changé. Pour moi, rompre véritablement avec ce modèle signifierait construire une économie centrée sur la satisfaction des besoins les plus urgents de la population. Cela suppose de renforcer les capacités de production locales et de donner aux producteurs les moyens d'améliorer leur productivité. Il faut aussi répondre aux besoins sociaux essentiels en investissant dans les soins de santé, l'enseignement et l'éducation, ainsi que dans l'accès à l'information et aux connaissances scientifiques. En définitive, une économie ne peut être réellement viable que si elle est organisée autour des besoins de la population qu'elle est censée servir.

Que représente concrètement l'Alliance des États du Sahel (AES) pour les populations du Burkina Faso, du Mali et du Niger ? Quel type de coopération régionale cherche-t-elle à construire ?

À mon sens, l'AES n'est pas née d'une demande populaire clairement formulée. Certes, le rapprochement avec la Russie annoncé par les autorités militaires maliennes a suscité de la sympathie dans les pays voisins. Toutefois, la création de l'AES et la place croissante qu'elle occupe ont été principalement motivées par la volonté des régimes militaires de résister aux pressions de la CEDEAO en faveur d'un retour à l'ordre constitutionnel. En ce sens, l'AES offre à ces régimes un moyen de faire front commun face aux pressions régionales et de résister aux exigences de la CEDEAO concernant le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Pourtant, immédiatement après les coups d'État, ces mêmes autorités avaient déclaré vouloir respecter leurs engagements, notamment les calendriers électoraux convenus. La réaction de la CEDEAO au coup d'État au Niger a ensuite nourri un sentiment d'injustice. Pourquoi envisageait-on une intervention militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel alors que beaucoup estimaient que leurs pays avaient reçu trop peu de soutien dans la lutte contre le terrorisme ? Cette contradiction perçue a contribué à renforcer le soutien aux régimes militaires. Au fond, la question centrale est de savoir ce que ces organisations régionales apportent réellement aux populations. Ni la CEDEAO ni l'AES ne peuvent tirer leur légitimité des seuls principes institutionnels. Toutes deux doivent aussi démontrer leur capacité à répondre aux besoins quotidiens des populations.

La Russie est présentée comme un partenaire stratégique de la souveraineté burkinabè. Cette relation renforce-t-elle l'autonomie du pays ou risque-t-elle de créer de nouvelles formes de dépendance ?

La présence croissante de la Russie au Sahel soulève des questions importantes sur ce que signifie réellement la souveraineté économique. Remplacer un partenaire étranger par un autre conduit-il nécessairement à une plus grande indépendance ? Nous avons longtemps dénoncé le manque de transparence des accords conclus entre la France et les pays de la région. Mais que savons-nous aujourd'hui des accords signés avec la Russie ? Si ces accords sont avantageux, pourquoi ne pas en rendre les termes publics ? Sans transparence, les citoyens ne peuvent pas évaluer ce que leur pays retire réellement de cette coopération ni les engagements qu'il pourrait contracter. Je ne crois pas qu'il existe un « bon impérialisme ». Les puissances étrangères poursuivent leurs propres intérêts stratégiques et économiques. Elles peuvent, dans un premier temps, proposer des conditions favorables, puis les revoir une fois leur influence solidement établie. La question n'est donc pas simplement de savoir avec quel pays le Burkina Faso choisit de coopérer, mais si les modalités de cette coopération renforcent véritablement son autonomie.

Il faut également distinguer le discours diplomatique de la réalité économique. Je ne suis pas convaincu que les capitaux russes aient remplacé les capitaux français au Burkina Faso. Les intérêts économiques français restent importants dans des secteurs tels que les télécommunications, la logistique, les transports et les hydrocarbures. Pour savoir si les dépendances économiques du pays ont réellement évolué, il faudrait disposer d'études détaillées sur l'actionnariat des entreprises, les investissements et les flux de capitaux. L'affrontement politique avec la France ne signifie pas automatiquement que les structures économiques mises en place au fil de décennies de coopération ont disparu. Il existe aussi une dimension intérieure importante à cette question. Les intérêts économiques étrangers n'ont pas nécessairement besoin de libertés politiques ou d'une société civile forte. Au contraire, les restrictions imposées aux syndicats et aux organisations de la société civile peuvent affaiblir la capacité des travailleurs et des citoyens à contester les arrangements économiques existants. Ces restrictions peuvent donc laisser

les intérêts économiques étrangers largement intacts, alors même que le gouvernement affirme rompre avec la domination étrangère. C'est pourquoi je me garderais d'assimiler l'hostilité diplomatique envers la France à une transformation anti-impérialiste. La véritable question est de savoir si les structures de dépendance économique changent et si la population dispose d'une plus grande influence sur les décisions économiques qui déterminent son avenir.